26.08.2014 – 10:00 Uhr

Statistique de l'aide sociale dans les villes / L'aide sociale se meut en garantie du minimum vital à long terme

Berne (ots) -

La durée de perception moyenne de l'aide sociale a nettement augmenté ces dernières années. La part des personnes qui perçoivent l'aide sociale pendant plus de 5 ans se situe dans la plupart des villes déjà entre 20 et 30%. La comparaison des chiffres sur une longue période montre que les circonstances mènent à l'aide sociale ont sensiblement changé: les révisions de l'AC et de l'AI, d'une part, le changement structurel de l'économique et les tendances sociétales, d'autre part, ont une influence sur les chiffres de l'aide sociale. L'initiative des villes pour la politique sociale plaide en faveur d'une vision globale de la sécurité sociale et pour des mesures innovantes à l'égard des groupes à risque.

Depuis 15 ans, 13 villes publient en collaboration avec la Haute école spécialisée bernoise et l'Initiative des villes pour la politique sociale les "Indicateurs sociaux de villes suisses". Ce projet a permis pour la première fois d'analyser les évolutions et les tendances sur plusieurs années dans l'aide sociale en milieu urbain. Il apparaît ainsi que, pour un nombre croissant de bénéficiaires, l'aide sociale passe d'une aide transitoire pour des situations d'urgence à une garantie du minimum vital à long terme. La durée de perception de l'aide sociale augmente constamment: en 2006, la durée de perception moyenne était de 32 mois - en 2013, cette durée est passée à 38 mois.

L'aide sociale supporte les conséquences des révisions de l'AI et de l'AC

En particulier, les personnes qui présentent des handicaps sur le plan professionnel ou de la santé sont aujourd'hui plus souvent et plus longtemps dépendantes de l'aide sociale qu'il y a 15 ans. Une longue période de chômage comme aussi des risques en matière de santé sont en effet plus pénalisants (après plusieurs révisions de l'AI et de l'AC) aujourd'hui qu'autrefois. De même, le changement structurel de l'économie a rendu l'accès au marché du travail plus difficile pour les personnes à faible niveau de qualification professionnelle ou qui présentent des capacités de travail réduite. L'aide sociale doit donc composer avec des risques toujours plus structurels.

Mesures innovantes pour groupes à risque

Les groupes qui présentent un haut risque de dépendre de l'aide sociale, identifiés au niveau suisse, sont identiques: familles monoparentales et leurs enfants, couples avec plus de 3 enfants, personnes à faible qualification professionnelle, étrangers (en particulier sans formations professionnelle recon-nue), personnes sans travail et en fin de droits de plus de 55 ans. Les villes se différencient sensiblement dans leur structure de population et leur part de groupes à risque respectives, ce qui explique en partie aussi les écarts dans les taux d'aide sociale.

Les grands défis liés à l'aide sociale appellent une planification de mesures communes et spécifiques aux groupes à risque. Il faudrait réfléchir à une meilleure couverture d'assurance pour le chômage de longue durée, à des mesures spécifiques pour les enfants à l'aide sociale, à des prestations complémentaires pour les familles ou à des mesures de formation. La publication régulière des indicateurs de l'aide sociale des villes est une stratégie qui vise à reconnaître en amont les situations problématiques et à discuter ensemble des mesures à prendre.

Répartir les coûts de l'aide sociale plus justement

La responsabilité de l'organisation et du financement de l'aide sociale incombe pour une part essentielle aux villes: 28% de toutes les personnes soutenues par l'aide sociale en Suisse habitent dans les 13 villes contribuant aux indicateurs sociaux; mais ces 13 villes abritent seulement 15% de la population suisse. Dans de nombreux cantons, ce sont les communes qui sont responsables du financement de l'aide sociale. Il se pose la question de savoir s'il est politiquement admis à long terme de confier aux seules villes et communes la charge d'assurer de tels risques structurels. La discussion sur des solutions de financement plus largement soutenues dans l'aide sociale doit être menée maintenant.

Nécessité de considérer la sécurité sociale globalement

Une loi-cadre sur l'aide sociale au niveau fédéral pourrait également contribuer à ce que l'aide sociale soit perçue

explicitement comme élément de la sécurité sociale et que les problèmes rencontrés ne soient plus considérés uniquement au niveau local dans chaque commune et chaque canton. Il est en effet judicieux de considérer le système de la sécurité sociale de manière globale, avec ses interfaces et son financement, et de le développer dans une alliance réunissant la Confédération, les cantons, les communes et les villes.

Bref aperçu des Indicateurs de l'aide sociale en 2013

Le rapport actuel sur les indicateurs de l'aide sociale, qui se base sur la statistique de l'aide sociale de l'Office fédéral de la statistique (OFS), implique toujours 13 villes: Bâle, Berne, Bienne, Lausanne, Lucerne, St-Gall, Schaffhouse, Schlieren, Uster, Wädenswil, Winterthour, Zoug et Zurich.

- En 2013, si l'on considère toutes les villes analysées globalement, le nombre des cas à l'aide sociale a augmenté de près de 2,5% par rapport à l'année précédente.

- Il se dessine une légère hausse du nombre des cas à Zurich, Bâle, Lausanne, Berne et Schlieren. A Zoug et à Wädenswil, le nombre des cas a diminué.

- Les quatre villes de taille moyenne Lucerne, St-Gall, Bienne et Schaffhouse présentent une augmentation modérée des cas. Winterthour et Uster accusent une augmentation supérieure à la moyenne des cas.

- Concernant le taux d'aide sociale, il n'y a pas d'uniformité dans l'évolution: il augmente dans 7 villes (plus que la moyenne à Bienne et Winterthour), baisse dans 4 villes et reste constant à Zurich et Berne.

- Les taux d'aide sociale les plus élevés se trouvent à Bienne (11,7%), Lausanne (10.2%) et Bâle (6,5%). Les taux le plus bas, soit 1,5%, sont à Uster et à Zoug.

Renseignements complémentaires : Cf. sous www.initiative-villes.ch > Indicateurs sociaux

- Comparaison des indicateurs sociaux dans des villes suisses en 2013
- Tendances dans l'aide sociale
- 15 ans de comparaison des indicateurs sociaux dans des villes suisses

Les personnes de contact dans les villes impliquées figurent dans la liste ci-jointe.

Information sur l'Initiative des villes pour la politique sociale L'Initiative des villes pour la politique sociale défend les intérêts de politique sociale de quelque 60 villes de toutes les régions de la Suisse. Elle s'engage pour un système de sécurité sociale cohérent et une bonne collaboration entre les villes, la Confédération et les cantons.

Contact:

Les personnes de contact dans les villes impliquées figurent dans la liste ci-jointe.
Katharina Rüegg, Directrice, Initiative des villes pour la politique sociale, Tél. +41 52 267 59 57, info@initiative-villes.ch

Diese Meldung kann unter https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003533/100760431 abgerufen werden.